

Imaginez une scène d'un film dystopique qui décrirait notre société dans un futur proche. Des vigiles en uniforme patrouillent dans des centre-ville à moitié désertés traquant des immigrés, des délinquants et des sans-abri. Ceux qui tombent entre leurs mains sont maltraités. Ce qui apparaît comme une image fantaisiste tirée d'un film hollywoodien est la réalité de la Grèce d'aujourd'hui. A la tombée de la nuit, des nervis vêtus de noir du mouvement néofasciste et négationniste Aube Dorée – qui a obtenu 7% des voix aux dernières élections et le vote, dit-on, de la moitié des policiers athéniens – patrouillent dans les rues et tabassent tous les immigrés qu'ils trouvent sur leur chemin : Afghans, Pakistanais, Algériens. Voici comment l'Europe est défendue en ce printemps 2012.

Le problème avec la défense de la civilisation européenne contre la « menace immigrée » est que la férocité de la défense menace davantage la « civilisation » que toute présence de musulmans. Avec des amis préposés à sa défense tels que ceux-là, l'Europe n'a pas besoin d'ennemis. Il y a un siècle, G. K. Chesterton a défini en ces termes l'impasse à laquelle se trouve confrontés ceux qui critiquent la religion : « les hommes qui commencent par combattre l'Eglise pour le salut de la liberté et de l'humanité finissent par laisser tomber la liberté et l'humanité pour pouvoir combattre l'Eglise... Les partisans de la sécularisation n'ont pas détruit des choses divines ; ils ont toutefois détruit des choses séculières, si cela peut les consoler ». Nombreux sont les libéraux qui veulent combattre le fondamentalisme anti-démocratique avec un acharnement tel qu'ils finissent par jeter par-dessus bord la liberté et la démocratie si cela leur permet de combattre le terrorisme. Si les « terroristes » sont prêts à détruire ce monde par amour d'un autre, nos combattants de la cause antiterroriste sont prêts à détruire la démocratie du fait de leur haine de l'Autre musulman. Certains d'entre eux aiment tellement la dignité humaine qu'ils sont prêts à légaliser la torture pour la défendre. Il y a là une inversion du processus par lequel les défenseurs fanatiques de la religion commencent par attaquer la culture contemporaine sécularisée et finissent par sacrifier leurs propres valeurs religieuses dans leur volonté d'éradiquer des aspects de cette sécularisation qu'ils haïssent.

Mais les défenseurs anti-immigrés de la Grèce ne sont pas le principal danger : ils sont juste le produit dérivé de la véritable menace, la politique d'austérité qui est la cause des difficultés de la Grèce. Le prochain tour des élections grecques aura lieu le 17 juin. L'establishment européen nous avertit que ces élections sont cruciales : c'est non seulement le sort de la Grèce mais peut-être aussi celui de l'Europe tout entière qui est en jeu. Une issue, la bonne selon eux, serait de poursuivre le douloureux mais nécessaire processus de rétablissement au moyen de l'austérité. L'alternative, si le parti « de gauche extrême » Syriza l'emporte, serait un vote pour le chaos, pour la fin du monde (Européen) tel que nous le connaissons.

Les prophètes de malheur ont raison mais pas au sens où ils l'entendent. Les critiques de nos institutions démocratiques déplorent que les élections n'offrent pas de vrai choix : à sa place, ce que nous avons c'est un choix entre un parti de centre-droit et un parti de centre-gauche dont les programmes sont quasiment interchangeable. En Grèce, le 17 juin il y aura un vrai choix : l'establishment (PASOK et Nouvelle Démocratie) d'un côté, et Syriza de l'autre. Et, comme c'est presque toujours le cas quand un vrai choix est possible, l'establishment est emporté par la panique : le chaos, la pauvreté et la violence s'ensuivront, disent-ils, si le mauvais choix l'emporte. La simple possibilité d'une victoire de

Syriza est censée avoir provoqué des sueurs froides sur les marchés mondiaux. La prosopopée idéologique est à son point culminant : les marchés parlent comme s'il s'agissait de personnes, et ils expriment leur « inquiétude » pour ce qui risque de se passer si les élections n'aboutissent pas à la formation d'un gouvernement disposant d'un mandat qui lui permet de poursuivre l'application du programme d'austérité et de réforme structurelle concocté par l'Union Européenne et le FMI. Les citoyens grecs, eux, n'ont guère le temps de s'inquiéter de telles perspectives : ils sont suffisamment de raisons d'inquiétude au sujet de leur vie quotidienne, qui sombre dans une misère inconnue en Europe depuis des décennies.

De telles prophéties s'avèrent autoréalisatrices, elles engendrent la panique et, de ce fait, entraînent les conséquences dont elles étaient censées nous écarter. Si Syriza gagne, l'establishment européen espérera que nous tirerons la dure leçon de ce qui arrive quand on essaie de briser le cercle vicieux de la complicité mutuelle entre la technocratie bruxelloise et le populisme anti-immigré. C'est pourquoi, dans l'un de ses récents entretiens, Alexis Tsipras, le dirigeant de Syriza, a insisté sur le fait que, si Syriza gagne, sa première priorité sera de combattre la panique : « le peuple surmontera la peur. Il ne pliera pas, il ne cèdera pas au chantage ».

Syriza est face à une tâche quasiment impossible. Sa voix n'est pas celle de la « folie » de la gauche extrême mais celle de la raison contre la folie de l'idéologie du marché. Dans sa volonté de l'emporter, Syriza a banni la peur de la gauche de prendre le pouvoir ; il a le courage de vouloir en finir avec le chaos causé par autrui. Il lui faudra pour cela pratiquer une combinaison extra-ordinaire de fidélité aux principes et de pragmatisme, d'engagement démocratique et de capacité à agir de façon rapide et déterminée quand cela sera nécessaire. Pour avoir une chance minimale de succès, il aura besoin d'une manifestation pan-européenne de solidarité : non seulement d'un comportement digne de la part de tout autre pays européen mais aussi d'idées plus originales, comme celle de la promotion d'un tourisme de solidarité cet été.

Dans ses *Notes vers une définition de la culture*, T. S. Eliot a remarqué qu'il y a des moments où le seul choix possible est celui entre l'hérésie et la non-croyance. En d'autres termes, la seule façon de maintenir une religion vivante dans une telle situation est d'accomplir une scission sectaire. Telle est la position de l'Europe actuellement. Seule une nouvelle « hérésie » - que Syriza représente en ce moment - est en mesure de sauver ce qui mérite d'être sauvé de l'héritage européen : la démocratie, la confiance dans le peuple, la solidarité égalitaire etc. L'Europe que nous aurons si Syriza est tenu en échec sera une « Europe aux valeurs asiatiques », qui n'ont, bien entendu, rien à voir avec l'Asie mais tout à voir avec la tendance du capitalisme contemporain à suspendre la démocratie.

C'est ici que réside le paradoxe qui est au cœur des « élections libres » de nos sociétés démocratiques : on est libre de choisir à condition de faire le bon choix. C'est pourquoi quand le mauvais choix l'emporte (comme quand l'Irlande a rejeté la constitution européenne), il est traité comme une erreur, et l'establishment exige immédiatement la répétition du processus « démocratique » pour corriger l'erreur. Quand Georges Papandréou, alors premier ministre, a proposé un référendum sur le mémorandum proposé par l'UE en novembre dernier, le référendum en tant que tel a été rejeté en tant que mauvais choix.

Il y a deux récits principaux à propos de la crise grecque dans les médias : le récit allemand-européen - les Grecs sont irresponsables, paresseux, dépensiers, fraudeurs etc., ils ont besoin d'être contrôlés et d'apprendre la discipline financière - et le récit grec : notre

Sauvez-nous de nos sauveurs. Plaidoyer pour

<https://www.contretemps.eu>

Syriza

redaction

souveraineté nationale est menacée par la technocratie néolibérale imposée par Bruxelles.

Quand il est devenu impossible d'ignorer le sort du peuple grec, un troisième récit est apparu : les Grecs sont maintenant présentés comme des victimes nécessitant de l'aide humanitaire, comme si une guerre ou une catastrophe naturelle avaient dévasté le pays. Même si tous ces récits sont faux, le troisième est le plus dégoûtant. Les Grecs ne sont pas des victimes passives : ils sont en guerre contre l'establishment économique européen, et ce dont ils ont besoin c'est de solidarité dans leur lutte, car cette lutte est également la nôtre.

La Grèce n'est pas une exception. C'est l'un des principaux terrains où est mis à l'épreuve un nouveau modèle socio-économique dont le champ d'application est potentiellement illimité : une technocratie dépolitisée dans laquelle des banquiers et autres experts sont autorisés à détruire la démocratie. En sauvant la Grèce de ces soi-disant sauveurs, nous sauvons également l'Europe elle-même.

Le 25 mai 2012

Traduit par Stathis Kouvelakis

Nos contenus sont sous licence Creative Commons, libres de diffusion, et Copyleft. Toute parution peut donc être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur-e(s) et URL d'origine activée.